



Madame Marisol TOURAINE

Ministre des affaires sociales, de la santé
et des droits des femmes
14 avenue Duquesne
75007 Paris

Paris, le 19 février 2016,

Objet : Campagne budgétaire relative aux établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques

Madame la Ministre,

Nos fédérations nationales rassemblent des associations gestionnaires d'établissements médico-sociaux dits « pour les populations spécifiques », inscrits aux 9° du L.312-1 du Code de l'action sociale et des familles. Il s'agit des centres de soins et d'accompagnement et de prévention en addictologie, des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues, des communautés thérapeutiques, des appartements de coordination thérapeutique, des lits d'accueil médicalisés, des lits halte soins santé et de l'expérimentation « un chez soi d'abord ».

Ce sont des établissements médico-sociaux régulés et financés nationalement à partir de l'instruction interministérielle relative à la campagne budgétaire des établissements médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques.

Nos fédérations constatent que, chaque année, cette circulaire est publiée beaucoup trop tardivement et sans véritable concertation préalable avec les principales organisations et fédérations sectorielles comme cela se pratique habituellement pour les autres catégories d'établissements médico-sociaux.

Cela contraint les associations gestionnaires à mettre en œuvre leurs activités sur la base de budgets dont elles ne connaissent le montant exact que quelques mois, voire quelques semaines avant la fin de leur exercice comptable.

Cette situation crée de réelles difficultés de gestion et freine la mise en œuvre et le développement des actions.

A titre d'exemple, en 2014, la circulaire médico-sociale relative au secteur personnes âgées/personnes handicapées est parue le 28 mars, celle pour le secteur dit « pour personnes en difficultés spécifiques », seulement le 12 novembre. Pour l'année 2015, alors que la tarification des établissements médico-sociaux a été arrêtée le 23 avril, celle qui concerne les adhérents de nos trois fédérations est seulement passée en Conseil national de pilotage le 11 septembre 2015.

Nos fédérations souhaiteraient que l'instruction relative à la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques soit publiée dans le même mois que celles relatives aux autres établissements médico-sociaux et qu'une concertation soit organisée en amont des arbitrages budgétaires comme cela se pratique pour les autres dispositifs médico-sociaux.

Vous remerciant par avance pour votre attention et pour la suite favorable que vous voudriez bien accorder à notre demande, nous vous prions de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de notre considération distinguée,

Léonard Nzitunga

Président de la FNH-VIH
et autres pathologies

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Léonard Nzitunga', with a large, sweeping flourish at the end.

Louis Gallois

Président de la
FNARS

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Louis Gallois', with a large, sweeping flourish at the end.

Jean-Pierre Couteron

Président de la
Fédération addiction

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Pierre Couteron', with a large, sweeping flourish at the end.